

Nom :
Prénom :
Adresse :
N° de téléphone :

Tribunal de grande instance de PARIS
Monsieur le Procureur de la
République
14 Quai des Orfèvres
75059 PARIS CEDEX 01

Fait à, le/...../2018

Objet : plainte contre le ministre de la Transition écologique et solidaire (MTES), le Premier ministre et la société EDF pour délit de risques causés à autrui (art. 223-1 du Code pénal)

Monsieur le Procureur de la République,

Par la présente, j'ai l'honneur de déposer plainte contre les personnes désignées en objet pour risques causés à autrui.

En effet, je me sens particulièrement en danger car j'habite environ à kilomètres de la centrale nucléaire de

Je sais aujourd'hui que le risque de réalisation d'un acte de malveillance est très élevé. L'État et EDF ont, à ce titre, l'obligation d'assurer la sécurité des centrales.

Ainsi, la société EDF doit en principe démontrer que ses installations présentent toutes les garanties de robustesse (ou de solidité) pour faire face à ces menaces. Or il ressort des éléments communiqués dans la presse depuis octobre 2017 que la société EDF ne respecte pas ses obligations.

De plus, le ministre de la Transition écologique et solidaire et le Premier ministre ont en charge la protection de l'environnement et des personnes contre les actes de malveillance sur les installations nucléaires.

Ces derniers ne semblent pas non plus respecter leurs obligations régaliennes compte tenu de l'état actuel de la sécurité des installations nucléaires de base (INB).

Ni EDF, ni l'État français n'ont pris de mesures suffisantes pour protéger ces installations contre le risque d'attaque extérieure. Ce défaut de sécurité important m'inquiète, considérant le risque grave et immédiat auquel je suis exposé.

En conséquence, je souhaite déposer plainte contre le ministre de la Transition écologique et solidaire, le Premier ministre et Electricité de France (EDF) pour délit de risques causés à autrui, prévu et réprimé par l'article 223-1 du Code pénal.

Par la présente, je sollicite l'ouverture d'une enquête préliminaire.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de mes sentiments respectueux.